

Bulletin provincial



N°10

2010

09 Juin

SOMMAIRE

—

Page

CONSEIL PROVINCIAL

Bulletin des Questions & Réponses :

- Question de M. Jean-Michel NOTTEBAERT, Conseiller provincial relative au Rieu de l'Evêque à Tournai. 92

POLICE

- Circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 31 mars 2010 relative à la possibilité d'un agrandissement d'échelle des zones de police. 94

SERVICES COMMUNAUX D'INCENDIE

Ville d'ANTOING :

- Promotion dans un grade d'officier pompier volontaire. 102

Greffe provincial - Service du Conseil provincial & du Collège

CONSEIL PROVINCIAL

Bulletin des QUESTIONS & REPONSES

QUESTIONS ECRITES DES CONSEILLERS PROVINCIAUX AU COLLEGE PROVINCIAL

Application de l'Art. L2212-35.

§1er. Les conseillers provinciaux ont le droit de poser des questions au collège provincial sur les matières qui ont trait à l'administration de la province. Sans préjudice des exceptions fixées dans la loi ou le décret et sans porter atteinte aux compétences conférées au collège provincial, les conseillers provinciaux ont le droit d'être informés par le collège provincial sur la manière dont celui-ci exerce ses compétences.

§2. Afin de permettre aux conseillers provinciaux de leur poser des questions orales d'actualité, il est réservé une heure au début de chaque séance du conseil.

Les conseillers ont également le droit de leur poser des questions écrites auxquelles il doit être répondu dans un délai de vingt jours ouvrables.

Les questions et les réponses visées au présent paragraphe sont publiées dans le Bulletin provincial et mises en ligne sur le site internet de la province, au plus tard dans les trois mois de l'envoi de la réponse à l'auteur de la question.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent article.

303 - Question de M. **Jean-Michel NOTTEBAERT**, Conseiller provincial -

Concerne : **Rieu de l'Evêque - Tournai** -

« Il me revient que les riverains du Rieu de l'Evêque situé sur le territoire de la ville de Tournai se plaignent des odeurs désagréables dégagées par ce cours d'eau de 2^e catégorie.

Certains jours, des mousses épaisses envahissent le Rieu et les terrains voisins.

Par ailleurs, un producteur de lait de haute qualité regrette vivement cette situation.

En effet, les contraintes sanitaires et environnementales imposées par l'AFSCA risquent de plus être respectées ; il en résultera pour cet agriculteur des dommages économiques et financiers importants.

Aussi, le Collège provincial peut-il me communiquer les initiatives qui ont été prises afin d'éviter dorénavant la pollution du rieu et des prairies riveraines ? » -

Réponse(s) du Collège provincial :

M. **Richard WILLAME**, Président du Collège provincial :

« Lors de la pollution qui s'est produite le 19 janvier 2010 au « Rieu de l'Evêque », le Député provincial en charge de Hainaut Ingénierie Technique (HIT), **Gérald MOORTGAT**, a aussitôt diligenté une expertise par ses services.

Ceux-ci ont rencontré l'exploitant agricole installé à Blandain, qui dénonce la pollution du Rieu de l'Evêque, cours d'eau non navigable de 2^{ème} catégorie repris à l'atlas des cours d'eau sous le n°8.1. Ce cours d'eau prend sa source à Marquain et traverse le Zoning Industriel de Tournai - Ouest II pour ensuite longer les prairies. La Province de Hainaut est gestionnaire de ce cours d'eau sur l'entité de Blandain. Lors de la construction de ce zoning, le « Rieu de l'Evêque » a été dévié et canalisé par IDETA.

Ce ruisseau fait l'objet d'une pollution répétitive, les eaux sont chargées en produits chimiques (formation de mousses, dégagement d'une odeur de détergeant). Ces rejets se font régulièrement sur de très petites périodes (maximum 30 min). L'éleveur craint que cette pollution perturbe son cadre de vie et notamment, l'alimentation de son bétail qui pâture à proximité.

De plus, étant donné les exigences de l'Agence Fédérale pour la Sécurité Alimentaire, toute contamination de la chaîne alimentaire doit être signalée, il craint de se retrouver sans son outil de production (blocage de sa production de lait, viande,...). Il a déjà interpellé les élus de la ville de Tournai pour résoudre ce problème qui perdure depuis plusieurs années. De nombreux constats de police ont déjà été dressés, le dernier procès-verbal remonte au 23 novembre 2009.

A ce jour, malgré les différentes plaintes, les épisodes de pollution ne diminuent pas de fréquence. Avant la création du zoning, le « Rieu de l'Evêque » drainait les champs et prairies avoisinantes pour devenir à ce jour un égout à ciel ouvert.

Après renseignements collationnés auprès de IPALLE, le zoning de Tournai-Ouest va être repris en zone d'assainissement autonome. Chaque entreprise devra donc disposer d'un réseau qui recueille l'ensemble des eaux usées de leur site en vue d'un traitement (mini-station d'épuration, lagunage,...) avant le rejet dans le cours d'eau.

A cet égard, nous signalons que Hainaut Ingénierie Technique délivre les autorisations uniquement pour le déversement des eaux pluviales ou traitées dans le cours d'eau.

En résumé, la première plainte a été déposée le 19 juillet 2004 au commissariat de police de Templeuve. Des prélèvements ont été effectués, il s'avérait que l'entreprise était responsable de cette pollution. Cette industrie est spécialisée dans la production de détergents et est installée sur le site de Blandain depuis 1999.

Ce dossier est suivi par le Parquet de Tournai et la Police de l'Environnement de Mons.

En 2008, une étude sur la qualité des eaux du « Rieu de l'Evêque » a été menée par le SPW et réalisée par l'ISSEP de Liège.

A ce jour, l'agriculteur ne dispose pas des résultats. Il faut également remarquer qu'il est très difficile de prendre des échantillons représentatifs de la situation car ces déversements se font de manière sporadique. Le 2 septembre 2008, une nouvelle pollution est signalée sur le cours d'eau. La police de l'environnement est descendue sur les lieux, l'entreprise est de nouveau mise en cause.

Depuis 2009, l'agriculteur porte régulièrement plainte à la police de Tournai pour signaler ces déversements. Outre le dégagement d'odeurs et la propagation de mousse dans les prairies avoisinantes, un autre phénomène nous a été signalé par l'agriculteur : en période estivale, après plusieurs jours de temps secs, la première pluie lave les toitures de la ferme et des blocs de mousse sortent de la descente des gouttières (en plus des déversements de détergents, il existe donc des dégagements volatils de particules chimiques dans l'atmosphère).

En tant que gestionnaire du cours d'eau, nous ne connaissons aucun problème d'inondations à l'endroit litigieux. Un bassin d'orage a même été construit sur ce cours d'eau afin de reprendre toutes les eaux pluviales du zoning. Les prairies de l'éleveur se trouvent juste en aval de ce bassin. Ce bassin d'orage limite forcément le risque d'inondations en amont.

Ce problème de pollution n'est donc pas de l'avis de HIT de leur ressort, seule, la police de l'environnement peut intervenir dans ce dossier. » -

Réponse rédigée et transmise à son auteur selon la procédure visée à l'article 75, section 2, du Règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial -

A Insérer au Bulletin provincial en vertu du prescrit de l'Art. L2212-35. du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation organisant les Provinces wallonnes -

Le 10 juin 2010,

*Le Greffier provincial,
(S) M. Patrick MELIS*

Bureau de Sécurité

POLICE

—

Objet : Circulaire ministérielle relative à la possibilité d'un agrandissement d'échelle des zones de police

—

Document ci-dessous

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
[C – 2010/00197]

31 MAART 2010. — Ministeriële omzendbrief
m.b.t. de mogelijkheid tot schaalvergroting van de politiezone

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan de Heer waarnemend Gouverneur van het Administratief
Arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de
Lokale Politie,

1. INLEIDING.

In mijn algemene beleidsnota 2010 gaf ik reeds aan werk te willen maken van de mogelijkheid tot fusie van de actuele politiezones. Een territoriale schaalvergroting zal in sommige gebieden zeker leiden tot een betere dienstverlening aan de bevolking. De beste fusie is evenwel deze die beantwoordt aan een lokale vraag. Daarom moet de vraag tot fusioneren van de betrokken politiezones en van de lokale overheden uitgaan, dus op vrijwillige basis. Het is dus geenszins de bedoeling om een fusie van hogerhand op te leggen. In feite is het wenselijk dat alle politiezones een diepgaande reflectie hierover maken om na te gaan of een fusie ook voor hen niet waardevol zou kunnen zijn.

Bedoeling is de vrijwillige fusie toe te laten en de gevolgen ervan te regelen. Hiertoe diende de wet op de geïntegreerde politie (WGP) te worden aangepast, hetgeen geschiedde via de « wet diverse bepalingen » van 30 december 2009, artikelen 192-194. (*Belgisch Staatsblad* 31 december 2009).

De vrijwillige samensmelting van de politiezones wordt nu geregeld in het nieuwe hoofdstuk VII, ingevoegd in Titel II van de WGP.

Het juridische kader geschetst door dit nieuwe hoofdstuk verhindert uiteraard niet de toepassing van andere bepalingen van de WGP. Die blijven van toepassing, behalve wanneer de toepassing onmogelijk of onwerkzaam is. In dat geval zijn het precies de bepalingen van hoofdstuk VII die toepassing vinden.

Ik wil er op wijzen dat er een zekere chronologie moet worden gevolgd om de overgang van de vorige politiezones naar de nieuwe zone juridisch mogelijk te maken. Eerst dient het territoriaal ambtsgebied van de nieuwe politiezone bij koninklijk besluit te worden bepaald. Pas dan kunnen de nieuwe politieorganen worden geïnstalleerd. Die zullen op hun beurt de noodzakelijke stappen zetten om de nieuwe lokale politie op te richten. De instelling zal gebeuren door een tweede koninklijk besluit.

Bij deze omzendbrief wordt ter verduidelijking een tijdschema gevoegd, waarin de volgorde van de belangrijkste etappes van een fusie wordt weergegeven.

2. AANVRAAG TOT SAMENSMELTING.

In tegenstelling tot de vorming van de oorspronkelijke politiezones is het niet langer nodig dat de verschillende bestuursorganen en overheden hun advies geven over de samenstelling van de nieuwe politiezone. Het volstaat dat de respectievelijke gemeente- en/of politieraden een gezamenlijke aanvraag indienen tot vrijwillige samensmelting.

De gemeente- en/of politieraden van de politiezones die een fusie overwegen, moeten hun aanvraag vóór 1 januari 2011 indienen bij de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie. De periode wordt bewust beperkt tot één jaar om de herschikking van het politielandschap snel te laten gebeuren, met een minimale verstoring.

Artikel 9 WGP blijft hier van toepassing voor de bepaling van het ambtsgebied van de politiezone: de grenzen van de gerechtelijke arrondissementen moeten worden gerespecteerd, behoudens voor wat betreft de gemeenten die ressorteren onder meerdere gerechtelijke arrondissementen.

Op voorstel van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, kan de Koning dan het territoriaal ambtsgebied bepalen van de nieuwe politiezone, ontstaan uit de fusie.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
[C – 2010/00197]

31 MARS 2010. — Circulaire ministeriële relative à la possibilité
d'un agrandissement d'échelle des zones de police

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Monsieur le Gouverneur faisant fonction de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Monsieur le Commissaire général de la Police fédérale,

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la
Police locale,

1. INTRODUCTION.

A l'occasion de ma déclaration de politique générale 2010, j'indiquais déjà vouloir œuvrer à la possibilité d'une fusion des actuelles zones de police. Un agrandissement d'échelle territoriale pourra certainement conduire dans certains ressorts à la prestation d'un meilleur service au bénéfice de la population. La meilleure fusion n'en est pas moins celle qui répond à une demande locale. C'est la raison pour laquelle la demande de fusionner les zones de police concernées doit émaner des autorités locales, et donc sur une base volontaire. L'objectif n'est en aucun cas d'imposer du haut une fusion. Il est en réalité souhaitable que l'ensemble des zones de police mènent à ce sujet une réflexion approfondie pour examiner dans quelle mesure une fusion ne pourrait pas également s'avérer avantageuse pour elles.

La finalité est d'autoriser l'intervention d'une fusion volontaire et d'en régler les conséquences. Il fallait pour ce faire adapter la loi sur la police intégrée (LPI). Ceci a été réalisé par la loi portant des dispositions diverses du 30 décembre 2009, aux articles 192-194 (*Moniteur belge* 31 décembre 2009).

La fusion volontaire des zones de police est à présent réglée par le nouveau Chapitre VII, inséré dans le Titre II de la LPI.

Le cadre légal tracé par ce nouveau chapitre ne fait naturellement pas obstacle à l'application des autres dispositions de la LPI qui trouveront donc généralement à s'appliquer, sauf naturellement lorsque cette application s'avère impossible ou inopérante. Dans ce cas, les dispositions du Chapitre VII trouveront spécifiquement à s'appliquer.

Je veux ici insister sur la nécessaire chronologie qu'il convient de suivre pour autoriser juridiquement le passage des zones de police anciennes vers la nouvelle zone. Dans un premier temps, il s'agit de déterminer le ressort territorial de la nouvelle zone de police par arrêté royal. Ce n'est qu'ensuite que les nouveaux organes de police pourront être installés. Ceux-ci poseront à leur tour les étapes nécessaires à la constitution de la nouvelle police locale. L'institution effective va intervenir au moyen d'un second arrêté royal.

La circulaire intègre, aux fins de clarification, une ligne du temps dans laquelle apparaît l'ordre dans lequel vont se succéder les plus importantes étapes de la fusion.

2. DEMANDE DE FUSION.

Par opposition à ce qui a présidé à la formation des zones de police originelles, il n'est plus nécessaire que les différents organes administratifs et autorités émettent leur avis sur la composition de la nouvelle zone de police. Il suffit que les conseils communaux ou de police respectifs introduisent une demande conjointe en vue d'une fusion volontaire.

Les conseils communaux ou de police des zones de police qui envisagent une fusion doivent introduire leur demande avant le 1^{er} janvier 2011 auprès des ministres de l'Intérieur et de la Justice. La période est délibérément limitée à une année pour permettre que la réaménagement du paysage policier intervienne rapidement, avec une perturbation minimale.

L'article 9 demeure ici d'application pour la détermination du ressort territorial de la zone de police: les frontières des arrondissements judiciaires doivent être respectées, excepté pour ce qui concerne les communes qui ressortissent de plusieurs arrondissements judiciaires.

Sur la proposition des Ministres de l'Intérieur et de la Justice, le Roi pourra alors définir le ressort territorial de la nouvelle zone de police résultant de la fusion.

20486

BELGISCH STAATSBLAD — 08.04.2010 — MONITEUR BELGE

3. HET KONINKLIJK BESLUIT TOT BEPALING VAN HET TERRITORIALE AMBTSGBIED VAN DE NIEUWE POLITIEZONE.

De publicatie van het koninklijk besluit tot vaststelling van het territoriaal ambtsgebied van de nieuwe politiezone is een noodzakelijke stap om de structuren van de nieuwe politiezone in plaats te kunnen stellen. Het heeft ook gevolgen voor de structuren van de vorige politiezone.

Gedurende een bepaalde tijd zullen de oude en de nieuwe organen tegelijkertijd moeten functioneren, elk met hun specifieke bevoegdheid. Dit is nodig, enerzijds om de goede werking van de bestaande politiezones te garanderen, anderzijds om de overgang naar de nieuwe politiezone juridisch mogelijk te maken.

3.1. Het politiecollege van de nieuwe politiezone.

Het mandaat van de leden vangt van rechtswege aan op datum van publicatie van hoger vermeld koninklijk besluit.

Het stemgewicht van elke burgemeester binnen het politiecollege van de nieuwe politiezone wordt pro rata bepaald op basis van de politiebegroting (in het geval van een ééngemeentezone) of van de dotatie (in het geval van een meergemeentezone) die zijn gemeente inbracht in de vorige politiezone waartoe zij behoorde.

3.2. De politieraad van de nieuwe politiezone.

De verkiezing van de leden van de politieraad dient te gebeuren tijdens de eerste zitting van de gemeenteraad die volgt op de publicatie van hoger genoemd koninklijk besluit.

Het mandaat van de nieuwe leden vangt aan op de eerste werkdag van de maand die volgt op deze van de verkiezing, tenzij er bezwaar is aangetekend overeenkomstig artikel 18bis WGP. In dat geval vangt het mandaat aan 15 dagen nadat de verkiezing definitief is geworden.

In het geval van een vrijwillige fusie van politiezones in Brussel, telt de politieraad van de nieuwe politiezone een aantal leden van de Nederlandse taalgroep die ten minste gelijk is aan het hoogste aantal leden van de Nederlandse taalgroep, zoals bepaald door de WGP inzake de vorige politiezones. Een nieuwe politiezone, samengesteld uit de fusie van de politiezone A, met twee leden van hoger vermeldde taalklasse en een politiezone B met vier leden in die taalgroep, moet dus ten minste vier raadsleden hebben van de Nederlandse taalrol. De regels van de coöptatie, zoals bedoeld in artikel 22bis van de WGP, zijn indien nodig van toepassing op de nieuwe politiezone.

3.3. De financiële middelen van de nieuwe politiezone.

Alhoewel een fusie de bedoeling heeft om rationeler te gaan werken, moet toch de nodige voorzichtigheid worden betracht om geen ontwrichting van de bestaande werking te veroorzaken. Daarom mag er de eerstvolgende 2 jaar geen verlaging komen van de gemeentelijke bijdrage aan de nieuwe politiezone in vergelijking met de bijdragen van de gemeenten aan de vorige politiezone.

De federale dotatie gaat evenmin naar beneden, aangezien de nieuwe politiezone een bijdrage ontvangt gelijk aan de som van de dotaties die de vorige zones individueel zouden hebben ontvangen.

3.4. Korpschef van de vorige politiezone en van de nieuwe politiezone.

Met het oprichten van de nieuwe politiezone zullen de vorige politiezones automatisch als eigen juridische entiteiten verdwijnen.

De mandaten en specifieke ambten (bijzondere rekenplichtige, secretaris van de politieraad en van het politiecollege) die in het kader van de werking van de lokale politie werden toegekend in de vorige politiezone, zijn logischerwijze hetzelfde lot beschoren.

De uittreedende mandaat- en ambthouders kunnen geen rechten laten gelden wat betreft de toewijzing van het mandaat of van het ambt in de nieuwe politiezone.

De politieraad van de nieuwe politiezone verklaart, zodra hij is opgericht, het mandaat van korpschef vacant en stelt de selectiecommissie samen.

De statutaire toestand van de korpschefs van de vorige politiezones is bepaald bij artikel 79bis van de wet van 26 april 2002. Dit artikel voorziet dat, in geval van een reorganisatie, de mandaathouder tijdelijk de keuze heeft tussen het behoud van zijn juridisch geldelijke toestand gelinkt aan de uitoefening van de mandaatfunctie die wordt geschrapt en deze gelinkt aan de functie waarin hij wordt herplaatst. Hij heeft natuurlijk ook de mogelijkheid om deel te nemen aan de selectieprocedure voor de aanwijzing van de korpschef in de nieuwe politiezone.

3. L'ARRETE ROYAL PORTANT DEFINITION DU RESSORT TERRITORIAL DE LA ZONE DE POLICE NOUVELLE.

La publication de l'arrêté royal définissant le ressort territorial de la nouvelle zone de police est une étape nécessaire pour pouvoir mettre en place les structures de la zone de police nouvelle. Elle emporte également des conséquences pour les structures de la zone de police ancienne.

Durant une certaine période, les anciens et nouveaux organes vont devoir fonctionner de concert, chacun avec ses compétences spécifiques. Ceci s'avère nécessaire, d'une part pour garantir le bon fonctionnement des zones de police existantes, d'autre part pour permettre juridiquement la transition vers la nouvelle zone de police.

3.1. Le collège de police de la nouvelle zone de police.

Le mandat des membres prend effet de plein droit à la date de la publication de l'arrêté royal précité.

La puissance votale de chaque bourgmestre est proportionnellement définie, au sein du collège de police de la nouvelle zone de police, sur la base du budget de police (dans le cas d'une zone de police monocommunale) ou de la dotation (dans le cas d'une zone de police pluricommunale) que sa commune investissait dans l'ancienne zone de police à laquelle elle appartenait.

3.2. Le conseil de police de la nouvelle zone de police.

L'élection des membres du conseil de police doit intervenir durant la première séance du conseil communal qui suit la publication de l'arrêté royal précité.

Le mandat des nouveaux membres prend effet le premier jour ouvrable du mois qui suit celui de leur élection à moins qu'une réclamation ait été signifiée conformément à l'article 18bis de la LPI. Dans ce cas, le mandat prend cours quinze jours après que leur élection soit devenue définitive.

Dans l'hypothèse d'une fusion volontaire de zones de police bruxelloises, le conseil de police de la zone de police nouvelle comprend un nombre de membres du groupe linguistique néerlandais qui est au moins égal au nombre le plus élevé de membres du groupe linguistique néerlandais affectés par la LPI aux zones de police anciennes fusionnées. La zone de police nouvelle qui résulte d'une fusion d'une zone de police A devant compter deux membres de cette catégorie et d'une zone de police B devant en compter quatre, devra donc avoir au moins quatre conseillers de police du régime linguistique néerlandais. Les règles de la cooptation prévues par l'article 22bis de la LPI trouvent à s'appliquer le cas échéant à la zone de police nouvelle.

3.3. Les moyens financiers de la nouvelle zone de police.

Bien qu'une fusion ait pour finalité de fonctionner de manière plus rationnelle, la nécessaire prudence doit être de mise de façon à éviter qu'une désorganisation du fonctionnement actuel n'intervienne. Pour cette raison, aucune diminution de la dotation communale à la nouvelle zone de police par rapport à la contribution qu'apportaient les communes à l'ancienne zone de police ne pourra intervenir durant les deux premières années.

La dotation fédérale ne diminuera pas davantage, puisque la zone de police nouvelle reçoit une contribution qui est égale à la somme des dotations que les anciennes zones de police auraient individuellement reçues.

3.4. Chef de corps de la zone de police ancienne et de la nouvelle zone de police.

Par l'effet de l'institution de la nouvelle zone de police, les zones de police anciennes sont vouées à disparaître en tant qu'entité juridique propre.

Les mandats et les fonctions spécifiques (comptable spécial, secrétaire du conseil de police et du collège de police) qui ont été conférés dans le cadre du fonctionnement de la police locale dans l'ancienne zone de police suivent logiquement le même sort.

Les mandataires et détenteurs sortants de ces fonctions ne peuvent faire valoir aucun droit en ce qui concerne l'attribution du mandat ou de la fonction dans la nouvelle zone de police.

Le conseil de police de la nouvelle zone de police déclare, dès qu'il est institué, la vacance du mandat de chef de corps et constitue la commission de sélection.

La situation statutaire des chefs de corps des zones de police anciennes est réglée par l'article 79bis de la loi du 26 avril 2002. Cet article prévoit qu'en cas de réorganisation, le mandataire a temporairement le choix entre le maintien de sa position juridique pécuniaire liée à l'exercice de la fonction à mandat supprimée et celle qui est liée à la nouvelle fonction dans laquelle il a été réaffecté. Il a naturellement également la possibilité de participer à la procédure de sélection pour la désignation du chef de corps dans la nouvelle zone de police.

In het geval de aanwijzing van de korpschef van de nieuwe politiezone plaatsvindt vóór de effectieve instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone, wordt er van uitgegaan dat zijn eedaflegging als mandaathouder en dus ook zijn mandaat slechts uitwerking kunnen hebben ten vroegste op datum van de effectieve instelling van de lokale politie.

Als de korpschef nog niet werd aangewezen vóór de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone, is het de bevoegdheid van het politiecollege om, overeenkomstig WGP, artikel 46, een ad interim aan te wijzen. Dit is nodig omdat op datum van instelling van de lokale politie, de korpschefs van de vorige zones hun mandaat verliezen.

3.5 De organen van de vorige politiezones.

Als de bepaling van het territoriale ambtsgebied van de nieuwe politiezone de instelling impliceert van een nieuw lokaal politiekorps, kan dit slechts later ingesteld worden.

De lokale politie van de vorige politiezones blijft actief tijdens de intervalperiode. De organen van de vorige politiezones zullen nog bepaalde beslissingen dienen te nemen. Er wordt van uitgegaan dat deze slechts bindend zijn voor de nieuwe zone, indien ze binnen de grenzen van het redelijke blijven of voor zover er geen excessieve gevolgen voor haar uit voortvloeien.

Om dat te vermijden, bepaalt de wet dat de prerogatieven van de uitdovende bestuursorganen zich beperken tot het dagelijks beheer, de dringende of lopende zaken van de vorige politiezones. Zoniet zullen deze besluiten of de gevolgen ervan niet bindend zijn voor de organen van de nieuwe politiezone.

4. KONINKLIJK BESLUIT TOT INSTELLING VAN DE LOKALE POLITIE IN DE NIEUWE POLITIEZONE.

4.1. Voorwaarden.

De Koning stelt de lokale politie van de nieuwe politiezone in, op de eerste dag van een kwartaal, wanneer Hij vaststelt dat de volgende voorwaarden zijn vervuld :

- de politieraad heeft het personeelskader van de nieuwe politiezone vastgesteld;
- het bedrag van de gemeentelijke dotatie voorzien in de begroting van de nieuwe politiezone, goedgekeurd door de politieraad, is minstens gelijk aan het bedrag dat elke gemeente inbracht in de vorige politiezone waartoe zij behoorde;
- de eindrekening van de vorige politiezone die is opgemaakt de laatste dag van het kwartaal, voorafgaand aan de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone werd goedgekeurd door de politieraad van de vorige politiezone en werd voorgelegd ter goedkeuring aan de politieraad van de nieuwe politiezone.

4.2. De gevolgen van de instelling van de lokale politie in de nieuwe politiezone.

4.2.1. Wat betreft de organen van de vorige politiezones.

De instelling van de lokale politie in de schoot van de nieuwe politiezone doet de vorige politiezones definitief verdwijnen.

Op dezelfde wijze wordt van rechtswege een einde gesteld aan het mandaat van de politieraadsleden.

Dezelfde regel geldt voor de bevoegdheden uitgeoefend, respectievelijk door de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen inzake de organisatie en het beheer van het lokale politiekorps, in het geval de vorige politiezone een ééngemeentezone was: deze bevoegdheden worden vanaf dat moment collegiaal uitgeoefend in het politiecollege en de politieraad van de nieuwe politiezone.

4.2.2. Wat betreft het personeel van de vorige politiezones.

Alle personeelsleden van de vorige politiezones gaan over naar het personeelskader van de nieuwe politiezone.

Om tevens te vermijden dat de belangen van het betrokken personeelslid zouden worden geschaad, wordt de overdracht van het personeelslid naar de nieuwe politiezone niet beschouwd als een verandering van werkgever voor de toepassing van de statutaire bepalingen.

Ten slotte, voor wat betreft het contractueel personeel, blijft de bestaande arbeidsovereenkomst van kracht ten overstaan van de nieuwe werkgever. Ze moet slechts worden aangepast in geval van verandering van de gewone plaats van tewerkstelling.

Dans l'hypothèse où la désignation du chef de corps de la nouvelle zone de police intervient avant l'effective institution de la police locale de la zone de police nouvelle, il est bien entendu que sa prestation de serment en qualité de mandataire et par extension son mandat ne pourront sortir leurs effets au plus tôt qu'à la date d'institution effective de la police locale.

Si le chef de corps n'a pu être désigné avant l'institution de la police locale de la zone de police nouvelle, il appartiendra au collège de police de désigner un chef de corps ad interim en application de l'article 46, L.P.I, puisqu'à la date d'institution de la police locale, les chefs de corps des zones de police anciennes perdront leur mandat.

3.5. Organes des anciennes zones de police.

Si la définition du ressort territorial de la nouvelle zone de police implique l'institution d'un nouveau corps de police locale, celui-ci ne pourra effectivement être institué qu'ultérieurement.

Les polices locales des anciennes zones de police demeureront donc actives dans l'intervalle. Les organes des zones de police anciennes pourront également être amenés à prendre certaines décisions. Il est toutefois attendu que ces décisions n'engagent pas au-delà du raisonnable la future zone de police ou emportent pour elle des conséquences excessives.

Pour éviter cela, la loi précise que les prérogatives des organes sortants se limitent à la gestion journalière ainsi qu'aux affaires urgentes ou en cours au sein des zones de police anciennes. A défaut, les décisions prises par les organes sortants ou leurs conséquences ne seront pas opposables aux organes de la zone de police nouvelle.

4. ARRETE ROYAL D'INSTITUTION DE LA POLICE LOCALE AU SEIN DE LA NOUVELLE ZONE DE POLICE.

4.1. Conditions.

Le Roi institue, au premier jour d'un trimestre, la police locale de la nouvelle zone de police lorsqu'il constate que les conditions suivantes ont été satisfaites :

- le cadre du personnel de la zone de police nouvelle a été déterminé par son conseil de police;
- le montant des dotations communales prévues au budget de la zone de police nouvelle voté par le conseil de police est au moins égal à la somme qu'investissait chaque commune dans la zone de police ancienne à laquelle elle appartenait;
- le compte de fin de gestion de la zone de police ancienne qui est dressé au dernier jour du trimestre qui précède celui de l'institution de la police locale a été approuvé par le conseil de police de l'ancienne zone de police et soumis à l'approbation du conseil de police de la zone de police nouvelle.

4.2. Les effets de l'institution de la police locale au sein de la nouvelle zone de police.

4.2.1. En ce qui concerne les organes des zones de police anciennes.

L'institution de la police locale au sein de la zone de police nouvelle fait définitivement disparaître les zones de police anciennes auxquelles elle succède.

De la même façon, elle met un terme de plein droit au mandat des conseillers de police de celles-ci.

La même règle vaut pour les compétences respectivement exercées par le conseil communal et le collège des bourgmestres et échevins en matière d'organisation et de gestion du corps de police locale dans l'hypothèse où la zone de police ancienne était monocommune : ces compétences sont à compter de ce moment exercées collectivement au sein du conseil de police et du collège de police de la zone de police nouvelle.

4.2.2. En ce qui concerne le personnel des zones de police anciennes.

Tous les membres du personnel des zones de police anciennes passent au cadre du personnel de la nouvelle zone de police.

Dans le même souci d'éviter de préjudicier les intérêts du personnel concerné, le transfert du membre du personnel vers la zone de police nouvelle n'est pas considéré comme un changement d'employeur pour l'application des dispositions statutaires.

Enfin, pour le personnel contractuel, le contrat de travail existant continue à sortir ses effets au bénéfice du nouvel employeur. Il ne doit être adapté qu'en cas de modification du lieu habituel de travail.

20488

BELGISCH STAATSBLAD — 08.04.2010 — MONITEUR BELGE

4.2.3 Wat betreft de roerende goederen van de vorige politiezones.

Alle roerende goederen van de vorige politiezones - inclusief deze die deel uitmaken van de individuele uitrusting van de operationele personeelsleden - worden van rechtswege overgedragen naar de nieuwe politieke zone op datum van de instelling van de lokale politie van de nieuwe politieke zone. Dit gebeurt in de staat dat deze goederen zich bevinden en met alle lasten en verplichtingen eraan gekoppeld.

De goederen worden overgedragen in de staat waarin ze zich bevinden, met inbegrip van de lasten en verplichtingen eigen aan deze goederen met uitzondering evenwel van de verplichtingen waarvan de betaling of de uitvoering vóór de instelling van de lokale politie in de nieuwe politieke zone opeisbaar waren. Deze verplichtingen blijven ten laste van de gemeente(n) die daartoe was/waren gehouden.

4.2.4 Wat betreft de onroerende goederen van de vorige politiezones.

De nieuwe politieke zone neemt de eigendom van de onroerende goederen van de vorige politiezones over, met inbegrip van de bijbehorende rechten, verplichtingen en lasten.

Alle rechten, plichten en lasten die voortvloeien uit de huurovereenkomsten voor huisvesting van het personeel van de vorige politiezones, gaan over op de nieuwe politieke zone. De bedragen die de vorige zones moesten ontvangen of dienden te betalen in het kader van het correctiemechanisme (artikel 248quater, WGP) worden betaald aan of worden ontvangen door de nieuwe politieke zone.

4.2.5 Wat betreft de financiën van de vorige politiezones.

Een eindrekening van de vorige zones wordt opgemaakt op de dag voorafgaand aan de instelling van de lokale politie van de nieuwe politieke zone.

De eindrekening wordt opgemaakt voor elke politieke zone die ophoudt te bestaan omwille van de fusie overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van de politieke zone, Titelen V en VI en moet ook ter goedkeuring worden voorgelegd aan de politieraad van de nieuwe politieke zone.

Alle passiva en activa van de vorige zones gaan van rechtswege over op de nieuwe politieke zone.

4.2.6 Wat betreft de openbare aanbestedingen van de vorige politiezones.

Lopende procedures inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, worden voortgezet door de nieuwe politieke zone vanaf de instelling van de lokale politie. Hetzelfde geldt voor overheidsopdrachten die reeds werden toegekend vóór de datum van instelling.

4.2.7. Wat betreft het zonaal veiligheidsplan van de nieuwe politieke zone.

Het zonaal veiligheidsplan van de nieuwe politieke zone dat moet worden ingediend binnen de vier maand na de instelling van de nieuwe politieke zone, zal in duurtijd beperkt zijn tot die van de lopende zonale veiligheidsplannen in de vorige politiezones.

Inlichtingen

Directie Politiebeheer (ADVP)

Ivo DE PAEPE (NL)

Tel.: 02-557 34 23

E-mail: ivo.depaepe@ibz.fgov.be

Fax: 02-557 34 37

Ik zou u dankbaar zijn indien u alle burgemeesters van uw provincie op de hoogte brengt van het voorgaande.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

4.2.3 En ce qui concerne les biens meubles des zones de police anciennes.

L'ensemble des biens meubles des zones de police anciennes - en ce compris ceux qui font partie de l'équipement individuel des membres du personnel du cadre opérationnel - sont transférés de plein droit à la nouvelle zone de police à la date d'institution de la police locale de la zone de police nouvelle et est opposable de plein droit aux tiers.

Les biens sont transférés dans l'état où ils se trouvent avec les droits et obligations qui leur sont inhérents à l'exception toutefois des obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant l'institution de la police locale de la zone de police nouvelle. Ces obligations demeurent à la charge de la(des) commune(s) qui y était(en)t tenue(s).

4.2.4 En ce qui concerne les biens immeubles des zones de police anciennes.

La zone de police nouvelle reprend la propriété des biens immeubles des zones de police anciennes avec les droits, obligations et charges qui y étaient afférents.

Les droits, obligations et charges qui résultent des contrats de location pour l'hébergement du personnel des anciennes zones de police sont transférés à la zone de police nouvelle. Les montants que les zones de police anciennes devaient payer ou devaient recevoir dans le cadre du mécanisme de correction (article 248quater de la LPI) sont payés à ou réclamés à la nouvelle zone de police.

4.2.5 En ce qui concerne les finances des zones de police anciennes.

Un compte de fin de gestion est dressé à la veille du jour d'institution de la police locale de la nouvelle zone de police.

Le compte de fin de gestion est dressé pour chaque zone de police qui cesse d'exister suite à la fusion conformément à l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la zone de police, Titres V et VI et doit également être présenté à l'approbation du conseil de police de la nouvelle zone de police.

Les actifs et passifs des anciennes zones de police sont transférés de plein droit à la nouvelle zone de police.

4.2.6 En ce qui concerne les marchés publics des zones de police anciennes

Les procédures en cours de marchés publics de travaux, de fournitures et de services sont poursuivies par la zone de police nouvelle à compter de l'institution de la police locale. Il en va de même pour les marchés publics qui ont déjà été attribués avant cette date.

4.2.7 En ce qui concerne le plan zonal de sécurité de la zone de police nouvelle.

Le plan zonal de sécurité de la zone de police nouvelle, qui doit être introduit dans les quatre mois de l'institution de la police locale nouvelle, voit son terme être ramené à celui des plans zonaux de sécurité en cours dans les zones de police anciennes.

Informations

Direction Gestion policière (DGSP)

Paul VANDENBERGHE (FR)

Tél. : 02-557 34 20

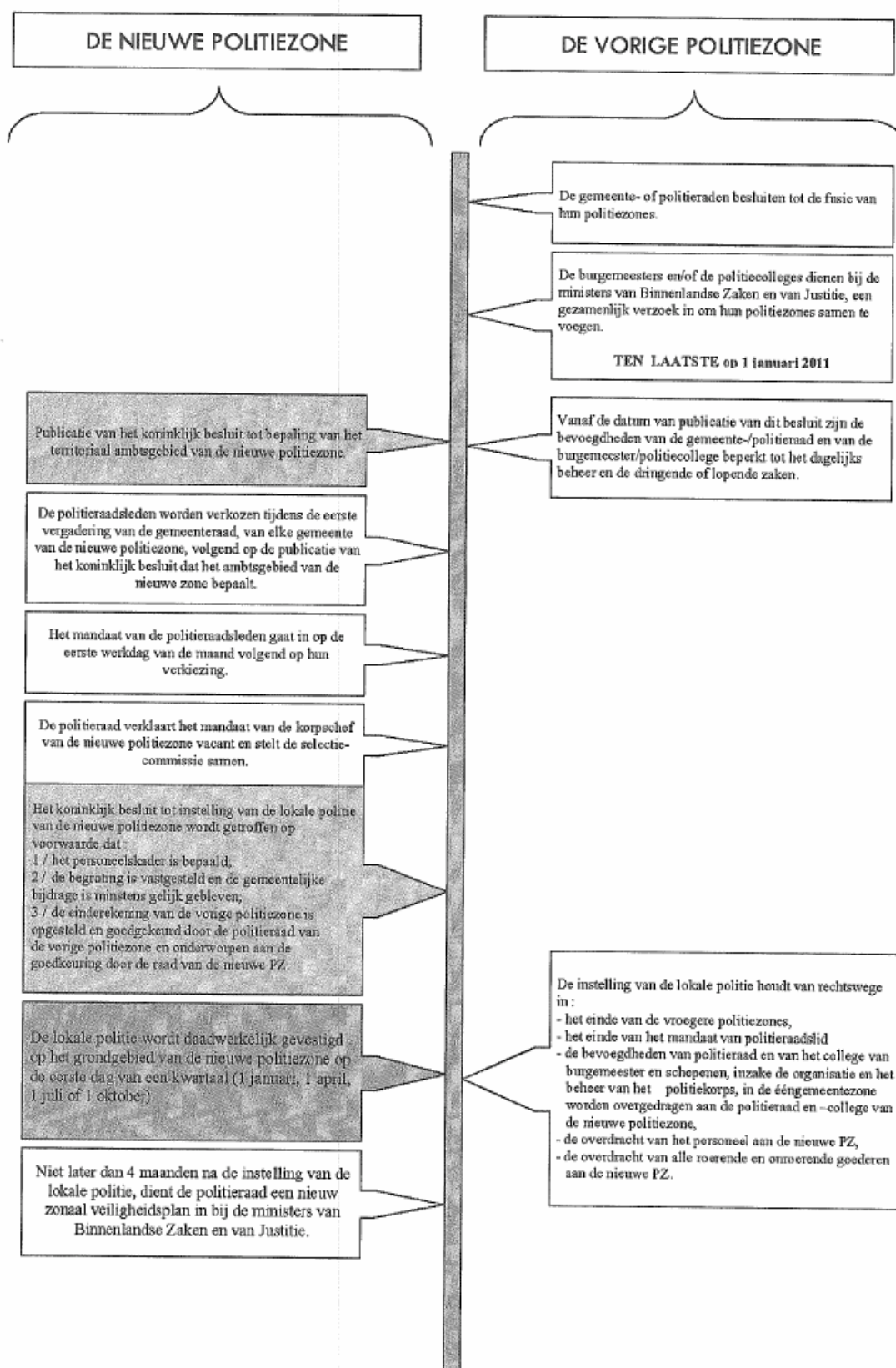
E-mail : paul.vandenbergh@ibz.fgov.be

Fax : 02-557 34 37

Je vous saurai gré d'informer tous les bourgmestres de votre province de ce qui précède.

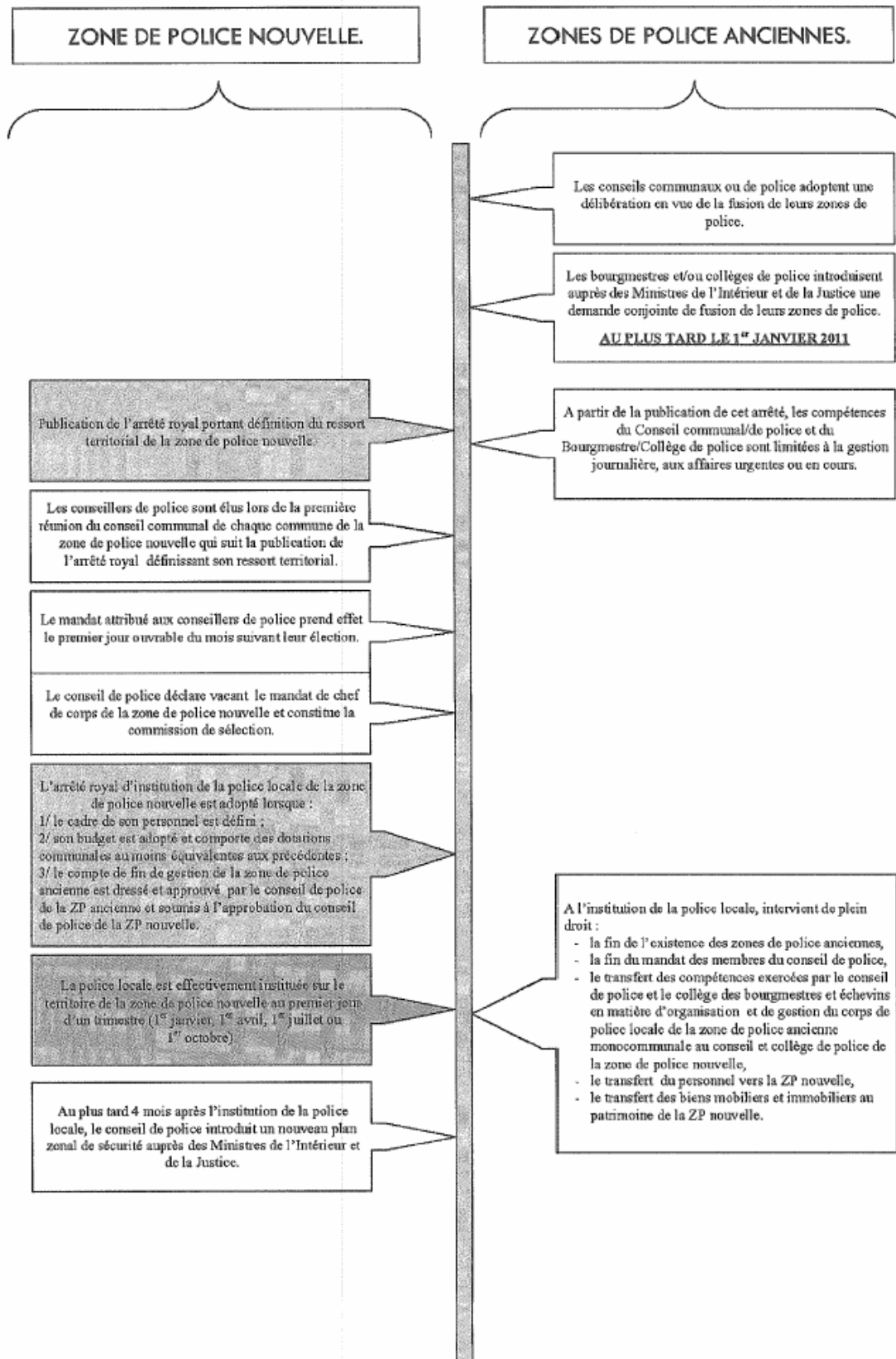
Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur de bien vouloir indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle cette circulaire a été publiée.

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM



20490

BELGISCH STAATSBLAD — 08.04.2010 — MONITEUR BELGE



Soit la dépêche qui précède insérée au Bulletin Provincial pour l'information des personnes dont la chose intéresse.

Mons, le 22 avril 2010

Le Gouverneur

(s) Claude DURIEUX

INC/2010/032

SERVICES COMMUNAUX D'INCENDIE

—

Promotion dans un grade d'officier pompier volontaire

VILLE D'ANTOING

—

Par arrêté du 29 avril 2010, j'ai décidé de ne pas approuver la délibération du 25 février 2010, par laquelle le Conseil communal d'ANTOING décide de promouvoir M. E.A., sous-lieutenant, dans le grade de lieutenant volontaire au sein du Corps des sapeurs-pompiers de la Ville.

MONS, le 10 mai 2010

Le Gouverneur,
(s) Claude DURIEUX